

Ensemble pour grandir



Photo: EPER/Christian Thiel

Entre nostalgie des vacances et premiers signes automnaux, ce troisième numéro d'Agir vous parvient au moment de la reprise, à point donc pour faire un bilan rétrospectif et prospectif sur le travail de l'EPER.

Rétrospectivement, nous vous proposons un bref écho du travail en cours au Pakistan depuis un an, suite aux terribles inondations qui ont frappé la population de ce pays. Nous nous réjouissons en outre de vous annoncer le prix que notre projet Mentorat Emploi Migration – MEM a reçu en juin de la Fondation BCV dans le

domaine social, aux côtés d'acteurs aussi prestigieux que le CHUV dans le domaine scientifique et la Camerata de Lausanne dans le domaine culturel.

Pour l'EPER, l'été n'a rien eu d'une pause estivale. Sur le terrain, la famine et la sécheresse sévissent dans la Corne de l'Afrique, menaçant des millions de personnes. L'EPER s'est engagée dans une aide d'urgence au sud de l'Éthiopie, où elle est active depuis 2006. Prférant l'action de terrain avec des partenaires locaux plutôt que des expatriés, l'EPER a également réuni durant cette période ses chargés de programmes et les directeurs de ses vingt bureaux à l'étranger pour une semaine intensive d'échanges. Celle-ci a permis de faire le point sur les résultats obtenus et les défis actuels à relever. Vous découvrirez quelques échos de ce forum en pages 8-9 et pourrez mettre quelques visages sur les artisans de notre travail dans le monde.

Au moment de la reprise, quelques éléments concernant les semaines à venir. Premièrement, notre traditionnelle campagne avec DM-échange et mission, guidée pour la troisième fois par la conviction commune « Ensemble pour grandir »; elle vous permettra de faire plus ample connaissance avec le travail varié et complémentaire de nos organisations au Togo et au Sénégal. A la veille de la sortie de son film *Vol Spécial*, nous avons invité dans nos pages le réalisateur Fernand Melgar. Après avoir touché des milliers de Romands avec *La Forteresse*, son nouveau documentaire témoigne de l'inhumanité des détentions administratives et des expulsions forcées. En Suisse encore, le peuple vaudois se prononcera le 4 septembre sur l'initiative « Vivre et voter ici » demandant le droit de vote et d'éligibilité au niveau cantonal pour les étrangers établis dans le canton. L'EPER soutient cette initiative qu'elle voit comme un aboutissement au niveau politique de son travail de terrain en faveur de l'intégration sociale et économique des migrants.

Excellente reprise à toutes et tous, bonne lecture et merci de votre précieux soutien.

Philippe Bovey
Secrétaire romand

- 2 Editorial**
- 3 Aide humanitaire**
Distribution de vivres en Éthiopie
- 4 L'invité**
La parole à Fernand Melgar
- 6 Développement des communautés rurales**
Campagne DM-EPER
L'union fait la force au Sénégal
- 8 Proche des gens**
Un forum pour entretenir la flamme
- 10 Intégration sociale**
Renforcer la démocratie dans le monde... et en Suisse
- 11 Aide humanitaire**
Reconstruction d'écoles au Pakistan
- 12 Actuel**

En couverture

Sénégal

Photo: EPER/Karin Desmarowitz

IMPRESSUM

AGIR N°3, AOÛT 2011

ISSN 2235-0772

Paraît 4 fois par an

Editeur: Entraide Protestante Suisse (EPER)

Responsable de la publication:

Olivier Graz

Rédaction: Joëlle Herren Laufer

Traduction: Sandra Först

Conception graphique:

Herzog Design, Zurich

Impression: Jordi, Belp

Tirage: 19000 exemplaires

Abonnement: CHF 10, déduits une fois par an de vos dons

Adresse: Bd de Grancy 17 bis,

case postale 536, 1001 Lausanne

Téléphone: 021 613 40 70

Fax: 021 617 26 26

Internet: www.eper.ch

E-mail: info@eper.ch

CP pour les dons: 10-1390-5

Corne de l'Afrique Distribution de nourriture aux victimes de la famine

L'EPER a augmenté à CHF 3,3 millions son aide d'urgence alimentaire dans la région de Borena, située au sud de l'Éthiopie et sévèrement touchée par la sécheresse. Dans une première phase, l'organisation partenaire de l'EPER sur place Oromo Self-Help Organization (OSHO) distribue des vivres.

Famine dans la Corne de l'Afrique

EPER  **AIDE D'URGENCE !**

CP pour les dons: 10-1390-5
Mention « Corne de l'Afrique »
Internet: www.eper.ch



Photo: Keystone/Stephen Morrison

La Corne de l'Afrique est confrontée à la plus grave sécheresse que la région ait connue depuis 60 ans. Plus de 10 millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire. Borena, région d'intervention de l'EPER en Éthiopie, n'est pas épargnée. Oromo Self-Help Organization (OSHO), l'organisation partenaire locale de l'EPER y distribue des vivres à 30 000 personnes souffrant de la faim jusqu'à la fin de l'année. Un paquet de nourriture pour une personne durant un mois contient 15 kg de maïs, 1,5 kg de lentilles, 0,5 litre d'huile et 1,5 kg d'un mélange de soja et de maïs additionné de matières minérales et de vitamines spécialement conçu pour les enfants sévèrement dénutris. En parallèle, un projet de « food-for-work » (travail contre nourriture) est mis en place avec la population locale qui prévoit la distribution d'outils pour réparer les chemins d'accès ruraux de la région et faciliter la distribution de l'aide alimentaire d'urgence.

Dans une deuxième phase, l'EPER distribuera des semences et des outils agricoles à la population afin qu'elle puisse cultiver les sols lors des prochaines pluies. Les semences distribuées sont adaptées aux nouvelles conditions climatiques. Si nécessaire, les paysannes et paysans bénéficieront également de formations. Des bassins de rétention d'eau seront par ailleurs construits ou réhabilités. L'EPER étudie la possibilité d'élargir le projet à d'autres régions touchées par la sécheresse.

Présente dans la région de Borena depuis plus de cinq ans, l'EPER a déjà fourni une aide d'urgence avec son organisation partenaire lors de la sécheresse de 2008. Forts de cette expérience, nous vous sollicitons aujourd'hui: faites un don en faveur des victimes de la famine dans la Corne de l'Afrique!

La parole à Fernand Melgar

Après La Forteresse, documentaire soutenu par l'EPER et primé à Locarno qui décrivait les conditions d'accueil des demandeurs d'asile en Suisse, Fernand Melgar a tourné sa caméra sur la fin du parcours migratoire avec Vol Spécial. Des requérants déboutés et des sans-papiers sont emprisonnés au Centre de détention administrative de Frambois à Genève dans l'attente d'un renvoi de Suisse. Vol spécial nous permet de partager l'intimité de ce huis-clos carcéral où se côtoient des gardiens empreints de valeurs humanistes et des hommes en fin de course, tendus par la perspective d'un retour forcé sur un vol spécial où ils seront ligotés et menottés comme de grands criminels alors qu'ils n'ont commis d'autre crime que celui d'être sans statut légal en Suisse.

JOËLLE HERREN LAUFER



Photos: Climage/Denis Jützi



«Lors d'une condamnation pénale, chaque jour est un pas vers la liberté. Ici, les détenus n'ont aucune perspective», explique Jean-Michel Claude, directeur de Frambois.

Pourquoi avoir refait un film sur la question de l'asile ?

Lors des débats qui ont suivi les projections de *La Forteresse*, j'ai été frappé de voir que le terme «requérant d'asile» était, pour une majorité d'adolescents, synonyme de délinquant et l'asile une forme d'abus de bien social. Il m'est apparu urgent de faire un film pour montrer la réalité méconnue de la détention administrative et des expulsions forcées découlant d'une loi que nous avons votée démocratiquement en 1994. *Vol Spécial* est la deuxième partie de *La Forteresse*, c'est en somme la face cachée de la Lune.

Difficile de ne pas pleurer en voyant votre film...

Contrairement à *La Forteresse*, qui était malgré tout porteur d'espoir, *Vol Spécial* relate la fin du parcours pour les migrants, la porte de sortie. En plus d'incarcérer des déboutés d'asile contraints au retour, Frambois emprisonne des sans-papiers ; des hommes qui ont un casier judiciaire vide mais qui, pour la majorité, paient des impôts, cotisent aux assurances sociales, font les boulots que nous ne voulons pas faire, et ont des familles intégrées

en Suisse. Comment ne pas être touché par cette épée de Damoclès qui pèse au-dessus de leur tête. A tout moment, ils peuvent être arrêtés, mis en détention jusqu'à deux ans et expulsés de Suisse sans aucune forme de procès. Ou, comble de l'absurde, être libérés pour être à nouveau arrêtés quelques mois après.

Comment avez-vous vécu vos neuf mois de tournage ?

C'était très rude, on n'en sort pas indemne. On s'attache à ces personnes. On a envie de se révolter et l'on se demande comment c'est possible, dans un pays démocratique, de casser les familles et de faire souffrir les gens à ce point. On n'a pas le temps de leur dire au revoir quand ils partent.

Vol Spécial prend-il le parti des réfugiés et des sans-papiers ?

Tout comme pour *La Forteresse*, il y a un équilibre entre le point de vue du personnel pénitentiaire et celui des prisonniers et il n'y a pas d'interview. Les protagonistes sont très représentatifs des personnes détenues. Nous n'avons justement pas pris des cas trop lourds pour éviter que le public croie qu'on

lui force la main. Mais cette situation nous plonge dans un certain malaise et montre l'impuissance de chacun à faire face à une machine administrative implacable qui broie les gens. Le film choisit de montrer là où ça fait mal mais il laisse le libre choix à chacun d'en penser ce qu'il veut.

Qu'est-ce qui vous révolte le plus dans cette procédure de renvoi ?

Les retours forcés sont une lamination du droit d'asile et de l'esprit des Conventions de Genève. Ils jouent même parfois un rôle opposé. J'ai la preuve que, dans certains cas, des éléments compromettants du dossier d'asile du requérant débouté ont été transmis aux autorités du pays qu'il a fui. Cela revient à livrer des personnes persécutées à leurs propres bourreaux !

Qu'en est-il du moral des détenus ?

La plupart n'a jamais été en prison et n'a aucune raison d'y être. Ils ont été séparés abruptement de ceux qu'ils aiment et font preuve d'une force incroyable. Pourtant, ils ont accepté de participer au film pour témoigner. La caméra les fait exister, leur rend une dignité, même s'ils s'effondrent les uns après les autres.

Ce qui frappe, c'est le contraste entre la violence des renvois et la courtoisie et l'humanité qui règne à Frambois...

Frambois est emblématique du consensus helvétique. Les humains y sont respectés, ils sont en stabulation libre toute la journée. Les familles peuvent venir les visiter. Des liens se nouent entre les détenus et avec les gardiens. Comme le processus est segmenté, chacun se cantonne à faire son travail au mieux, avec humanité, sans voir l'ensemble de la procédure de renvoi. Mais quand on voit dans le film une famille rom venue visiter l'un des siens derrière les barrières, ce sont des images de déportation.

Vous êtes-vous impliqué personnellement au-delà du film ?

C'est impossible de juste faire ce genre de film et de rester indifférent. Tout comme pour *La Forteresse*, qui a été visionnée par 15 000 élèves, nous avons préparé un dossier pédagogique en vue d'une diffusion scolaire. Nous avons aussi donné des coups de pouce aux protagonistes du film.

Y aura-t-il une suite à *Vol Spécial* ?

Oui, nous y travaillons déjà. Nous avons un projet de web documentaire pour suivre ce que deviennent les personnes qui ont subi des renvois forcés. Je rentre d'Afrique centrale où j'ai rencontré Geordy. Requérant d'asile pour des raisons politiques en Suisse mais dont les motifs ont été jugés peu vraisemblables, il a été incarcéré dès son renvoi forcé et torturé pendant cinq mois. J'ai la preuve formelle que certains documents de sa demande

d'asile ont été transmis aux autorités de son pays. Aujourd'hui, il se sent traqué. Il vit caché dans une chambre.

Que pensez-vous du travail des œuvres d'entraide ?

Aujourd'hui en Suisse, l'Eglise reste un des seuls bastions qui défend les requérants et les sans-papiers malgré ses moyens réduits. C'est une prise de risque qui est louable.

Et votre rapport à la religion ?

Il a évolué depuis *La Forteresse* déjà. J'ai côtoyé des gens pour qui la religion est le dernier bâton, la seule lumière qui reste. J'ai été touché de partager des moments de prière et je comprends que dans ces cas, la foi devienne une nécessité.

En compétition internationale à Locarno, Vol Spécial sortira le 21 septembre prochain sur les écrans suisses, durée 100 minutes, VO française.

Recours gagné à la Cour européenne des droits de l'homme par le SAJE

En 2010, le Service d'aide juridique aux exilés (SAJE) de l'EPER a vu aboutir une longue procédure devant la Cour européenne des droits de l'homme. Elle traitait de la détention administrative d'un père de quatre enfants pendant 22 jours au Centre de détention de Frambois à Genève, en vue de l'exécution de son renvoi. Le renvoi n'a pas eu lieu parce qu'une procédure de réexamen lancée par le SAJE a abouti à l'octroi d'une admission provisoire.

Dans son arrêt *Jusic contre Suisse* du 10 décembre 2010, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que la détention était disproportionnée, parce que la famille n'avait pas manifesté de volonté de se soustraire à l'exécution du renvoi et qu'il n'existait pas de risque de fuite. Le seul fait de déclarer à la police cantonale que l'on ne veut pas retourner en Bosnie n'est pas un indice suffisant d'intention de fuite pour justifier la détention. Cet arrêt est d'autant plus intéressant qu'en cours de procédure, la loi sur les étrangers a été révisée et qu'elle se trouve maintenant en contradiction avec cette jurisprudence de la Cour. La loi prévoit en effet la détention administrative au seul motif qu'il existe une décision de renvoi exécutoire. Or, la Cour a clairement écrit que cela n'est pas suffisant au regard de l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme pour ordonner une détention.

Campagne DM–EPER L'union fait la force au Sénégal

Pour la troisième année consécutive, DM-échange et mission et l'EPER unissent leurs forces avec leur campagne commune « Ensemble pour grandir », focalisée respectivement sur le Togo et le Sénégal. Au Sénégal, l'EPER participe au renforcement des communautés villageoises en mettant sur pied des projets de développement durable.

SUSANNE STAHEL

Dans la zone de Ferlo, région semi-désertique du nord-est du Sénégal, les paysages sont arides. Ça et là, on aperçoit un arbuste, un troupeau de chèvres ou de vaches, un village pittoresque et, régulièrement, un baobab, l'arbre national. Autour des rares puits se rassemblent troupeaux de bétail, femmes et enfants. Les gens vivent principalement de l'élevage et de l'agriculture, et se déplacent à cheval ou sur des charrettes tirées par des ânes. Il pleut rarement, les pâturages sont secs et les cultures sont maigres. Il y a peu d'écoles, les soins médicaux sont précaires. La vie est difficile.

Renforcement des organisations de base

La politique de décentralisation sénégalaise prévoit d'octroyer davantage de compétences aux régions dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures. Pour pouvoir défendre ses intérêts, la population doit néanmoins en avoir les moyens. Pour être reconnues comme des partenaires par le gouvernement, les communautés doivent disposer d'une structure et d'une forme juridique. Il s'agit là d'une condition essentielle afin de négocier avec les autorités sénégalaises et d'autres acteurs en vue de recevoir un soutien à des projets de développement. C'est pourquoi l'EPER renforce les organisations de base en fournissant des compétences et des moyens financiers.

Concrètement, le renforcement des organisations de base repose sur la transmission du savoir : dans le cadre de la création de leur association, les bénéficiaires apprennent quelle structure adopter, quelles sont les diverses tâches assumées par les membres du comité directeur ou encore quel mode d'éligibilité appliquer. Ils apprennent à définir des critères de sélection pour les différentes fonctions et, lors d'élections, choisir les élus selon leurs compétences et non selon leur degré de parenté. Des centres de rencontre sont également mis en place dans les villages : les gens s'y retrouvent pour discuter, suivre des cours d'alphabétisation ou planifier des activités communautaires. Des formations continues leur permettent d'acquérir des connaissances sur leurs droits en tant que citoyens, sur le développement des communautés et des organisations, ou encore sur l'exploitation durable des ressources. Les centres sont gérés par les membres du comité villageois, lesquels sont élus par les habitants du village et formés à diverses fonctions : enseignement, rédaction de rapports, tenue des comptes, élaboration de projets.

L'EPER et ses organisations partenaires apportent leur soutien là où la population prend son destin en main. L'œuvre d'entraide suit le processus de développement local des communautés, facilite l'accès au savoir et donne à la population des moyens d'agir, afin qu'elle puisse se développer durablement.

Soutien aux femmes

Dans le cadre du renforcement des organisations de base de la zone de Ferlo, l'EPER soutient de nombreux groupements de femmes. Ces dernières s'organisent de façon structurée, apprennent à formuler leurs requêtes et à dialoguer. Elles cherchent ensemble des solutions adaptées à leur situation et à leurs besoins. Dans plusieurs villages, les femmes ont commencé à cultiver des potagers aux abords des puits. En premier lieu, des barrières ont été érigées afin de tenir les chèvres éloignées. Après la saison des pluies, des légumes ont été plantés, puis régulièrement arrosés. Comme les résultats étaient décevants dans certaines zones, les femmes ont souhaité être formées. Un système a ainsi été instauré : les groupes de femmes ayant obtenu de belles récoltes transmettent leur savoir aux villages voisins. Lorsque les récoltes sont bonnes, une partie des légumes est vendue au marché.

Des cours d'alphabétisation sont également dispensés : grâce aux connaissances acquises en calcul, lecture et écriture, les femmes gagnent en confiance et apprennent à appliquer une logique économique. Elles peuvent ensuite enseigner à leur tour la lecture, et disposer ainsi d'une source de revenu. Grâce à ces cours, les femmes apprennent à penser différemment, elles peuvent formuler leurs requêtes par écrit ou encore calculer combien elles gagneront en prenant en compte divers paramètres. Greffière au sein d'une organisation de base, Safiatou témoigne : « Depuis que je sais écrire, j'ai bien plus confiance en moi ». Safiatou note chaque absence non justifiée aux séances. Ces absences sont sanctionnées par de modestes amendes, lesquelles servent à financer l'achat de semences pour les plus démunis.

Vous souhaitez participer à la campagne DM–EPER en organisant un événement ? Contact et informations : Nicole Pignolet-Poschung 021 613 40 70 / pignolet@eper.ch

Grandir ensemble au Togo

Avec l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo, DM-échange et mission met sur pied un vaste programme de santé, qui permettra la réhabilitation d'un centre de santé dans la région de Kativou et le développement des infrastructures de l'hôpital Bethesda à Agou. Les besoins spirituels ne sont pas oubliés, puisqu'un réseau d'aumônerie est mis en place.

Pour plus d'information : www.dmr.ch



Un forum pour entretenir la flamme

A la fin juin, le centre œcuménique du Château de Bossey a été la scène d'un grand forum rassemblant, l'espace d'une semaine, les collaborateurs de la division internationale de l'EPER. Au menu: des discussions, des présentations, des débats sur le thème de l'accès à la terre et aux ressources comme élément de base à la survie des communautés rurales. Un cadre idyllique pour aborder, de manière dynamique, la nouvelle stratégie de l'EPER, mais aussi échanger des savoir-faire, dénicher les meilleures pratiques, en un mot, échanger. Une rencontre riche et motivante pour chacun.



Photos : EPER/Walter Imhof

Petit tour du monde à travers la voix des 17 directeurs de pays présents.

Pourquoi un forum ?

Cléophas Basaluci, République Démocratique du Congo

Une telle rencontre favorise l'émergence d'idées innovatrices et de références qui permettent d'élargir son champ d'action en voyant ce qui se fait ailleurs. L'accès à la terre est réducteur, il faut aussi tenir compte de l'accès aux ressources au sens large comme l'eau, les semences, le savoir.



Worku Zerai, Erythrée

La chose la plus importante que j'ai comprise dans ce séminaire est à quel point l'accès à la terre et aux ressources relève du droit à la nourriture tel qu'il est formulé dans la Convention internationale des droits de l'homme.



Leticia Flores, Honduras

Cette rencontre à Bossey donne des lignes directrices et des orientations à mon travail en lien avec l'accès à la terre et aux ressources. Cela me permet de clarifier le rôle de l'EPER dans l'accompagnement de ses organisations partenaires locales.

A chaque pays sa problématique



Moses Ojuang Sika, Sud Soudan

Avec la guerre au Soudan pendant de nombreuses années, il y a eu des milliers de déplacés internes et de réfugiés. Tous ces gens ont perdu leurs terres et c'est une grande source de conflits. Résoudre ce problème sera un énorme défi pour le plus récent pays du monde qu'est le Sud Soudan depuis le 9 juillet.

Juliana Manjengwa, Zimbabwe

Malgré le plan de redistribution des terres avant l'indépendance en 1990 et celui de Mugabe depuis, tout le monde n'a pas accès à la terre au Zimbabwe, surtout les femmes. Par ailleurs, ceux qui ont accès à la terre n'ont pas forcément accès aux ressources pour l'exploiter. Ils manquent parfois cruellement de connaissances agricoles et encourent le risque de perdre cette terre si durement acquise.

**Veronica Cazacu, Moldavie**

En Moldavie, ce n'est pas l'accès à la terre qui pose problème, mais le fait qu'elle soit mal exploitée et donc peu rentable. L'EPER forme près de 500 paysans par an, ce qui leur permet d'augmenter substantiellement leurs revenus (jusqu'à 20%). En parallèle, il y a une volonté de changer les mentalités pour passer à l'agriculture durable.

Donna Andrews, Afrique du Sud

Bien qu'il y ait un droit légal à la terre en Afrique du Sud, les petits paysans subissent une ségrégation économique. Nous les aidons dans leurs requêtes pour la restitution des terres, avec un projet spécial destiné à des femmes atteintes du sida et pour lesquelles un petit lopin de terre permet de se nourrir sans être dépendantes.

**Barbara Salazar, Philippines**

Même s'il y a une loi sur la redistribution des terres, les paysans sans terres doivent lutter entre trois et huit ans pour en acquérir une. Nous avons réussi à obtenir la restitution de 35 fermes, soit 10 000 hectares, qui ont pu être redistribués à 7 000 familles.

Sivouthan Norng, Cambodge

C'est intéressant de voir que comme en Ethiopie, les paysans cambodgiens se font confisquer leurs terres par le gouvernement pour répondre à la demande des grandes entreprises.

**Nana Topuridze, Sud Caucase**

Avec son approche systémique, l'EPER est un facilitateur, et non un fournisseur de solutions clés en main. L'EPER permet d'accroître la conscience des enjeux tout en amenant des esquisses d'approches pour aborder une question de manière durable.

Inette Durandis, Haïti

La question de la terre est cruciale pour Haïti. Il y a de sérieux problèmes d'accès à la terre pour l'agriculture ou l'habitat et de sécurisation de la terre en vertu du droit foncier. Sans parler du problème de la relocalisation des personnes déplacées suite au tremblement de terre.

**Shimul Shameema Akhter, Bangladesh**

Comme il est difficile de toucher à la question de l'accès à la terre sans violence au Bangladesh, nous axons notre action sur l'accès à l'éducation, à la santé et au capital. L'EPER est un pionnier de la lutte pour donner des droits aux Dalits (intouchables) et aux Adivasis (populations indigènes), originaires d'Inde, qui vivent en marge de la société.

Uli Ide, Brésil

Au Brésil, la Constitution est claire concernant l'accès à la terre : c'est l'Etat qui est responsable de la réforme agraire. Mais l'application de la loi pose d'énormes problèmes à cause de la corruption, de la violence et, surtout, de l'impunité malgré les structures démocratiques.

**Belay Kebede, Ethiopie**

Dans la région de Gambella, le gouvernement planifie de relocaliser 45 000 ménages d'ici la fin 2013 pour leur offrir, entre autres, de meilleurs services sanitaires et scolaires. Des organisations de droits humains se demandent toutefois s'il s'agit d'une politique d'accaparement des terres. Comme le gouvernement sollicite l'aide des ONG pour offrir une assistance humanitaire aux déplacés, l'EPER se trouve face à l'épineuse question de savoir si elle va aller dans cette direction ou jouer un rôle d'observateur.

Des victoires dans l'accès à la terre**Siluvapan Chennappa, Inde**

Le 10 mai, nous avons mobilisé la population pour faire une marche de 54 kilomètres pour demander l'accès à la terre en Inde. Nous étions 500 le premier jour, 300 000 le troisième, ce qui a généré une grosse couverture médiatique. Cela nous a permis d'obtenir une rencontre avec le ministre un mois plus tard. Il nous a promis de redistribuer 400 000 hectares de terres. Nous sommes actuellement en négociation pour déterminer un agenda.

**Maman Elhadji Moutari, Niger**

Au lieu des monocultures d'oignons, l'EPER a contribué à la diversification des productions, avec six espèces cultivées. Avec ses partenaires nigériens, elle a aussi lancé un programme contre la malnutrition basé sur les aliments locaux, qui a été imité par l'Etat nigérien.

Mireya Ramirez, Colombie

Grâce à l'EPER, 90 familles de la région de Tibu ont pu rester dans leurs terres et ont acquis des titres de propriété. Maintenant, elles connaissent leurs droits.



Renforcer la démocratie dans le monde... et en Suisse

*L'EPER recommande de voter « OUI » à l'initiative « Vivre et voter ici »
le 4 septembre prochain dans le canton de Vaud.*

PHILIPPE BOVEY



Photo: Luca Da Campo

Lors de la campagne EPER sur l'intégration en mars 2011, Chimène Maraviglia, archiviste béninoise participant au projet Mentorat Emploi Migration avait visité les archives de la Radio. Elle a entre temps été embauchée à la Bibliothèque cantonale universitaire.

Le 4 septembre prochain, le peuple vaudois se prononcera sur l'initiative « Vivre et voter ici », qui prévoit d'accorder le droit de vote et d'éligibilité au niveau cantonal aux étrangers présents en Suisse depuis plus de dix ans et dans le canton depuis plus de trois ans. Ce double droit serait une première en Suisse et ferait à nouveau du canton de Vaud, qui avait accordé le droit de vote aux femmes en 1959 déjà, un pionnier.

L'intégration des personnes migrantes fait partie des axes stratégiques de l'action de l'EPER en Suisse. Notre organisation soutient donc cette initiative qui prolonge, de manière civique, notre engagement de terrain au niveau socio-économique. Dans le domaine de l'intégration, nos projets ont pour but de renforcer l'autonomie des migrants en Suisse et reposent sur une double conviction :

1) Une intégration réussie est un processus de réciprocité entre la société d'accueil et la personne migrante : chacun doit faire un pas vers l'autre.

2) Une intégration réussie est un processus global, incluant les dimensions sociales, économiques, culturelles et politiques qui font le vivre ensemble.

Par ses projets, l'EPER est active très en amont du processus d'intégration des personnes migrantes. Dans le canton de Vaud, deux projets contribuent ainsi à favoriser leur intégration socio-économique :

1) Chèques Emploi facilite les démarches administratives pour les emplois dans l'économie domestique (assurances accidents, AVS, allocations familiales, fisc) et contribue ainsi à réduire la précarité des postes dans ce domaine, occupés à plus de 80% par des personnes migrantes. Ce projet permet actuellement à 2000 employés et 3000 employeurs de s'acquitter de leurs obligations légales, avec une masse salariale de 11 millions de francs sur laquelle le canton peut prélever les impôts dus.

2) Mentorat Emploi Migration (MEM) est un projet pilote de l'EPER visant à réduire la déqualification professionnelle des personnes migrantes lors de leur entrée sur le marché de l'emploi suisse : une personne bien intégrée professionnellement accompagne dans ses démarches un migrant actif dans le même domaine professionnel que lui, lui faisant profiter de ses connaissances pratiques et de son réseau. Plusieurs dizaines de personnes, suisses et migrantes, participent déjà à cet échange sous forme de duos.

En aval du processus auquel participent les projets de l'EPER, l'octroi du droit de vote et d'éligibilité à des personnes bien intégrées socialement et économiquement serait un aboutissement cohérent, signe d'une intégration pleinement réussie et forte, dont notre société pourrait se montrer fière.

www.vivre-et-voter-ici.ch

www.mentoratemploi migration.ch

www.cheques-emploi.ch

Pakistan Reconstruction d'écoles détruites par les flots

Après avoir apporté une aide d'urgence, l'EPER s'engage au sud du Pakistan en faveur de la reconstruction d'écoles. L'œuvre d'entraide souhaite ainsi renforcer le secteur de la formation et offrir de nouvelles perspectives à long terme à la population pakistanaise.



Un an après la catastrophe, les dégâts sont toujours visibles. Les dommages aux bâtiments scolaires sont particulièrement importants, raison pour laquelle les cours se déroulent souvent à l'extérieur.



Photos: EPER/Hans Polak

Les terribles inondations qu'a subies le Pakistan l'été passé ont occasionné d'énormes dégâts matériels. Conjointement avec Caritas et notre organisation partenaire locale Anatolian Development Foundation (ADF), l'EPER avait apporté une aide d'urgence aux victimes au nord-ouest du pays. Aujourd'hui, elle s'emploie à reconstruire des écoles au sud du pays, dans la province de Sindh, la plus touchée par la catastrophe. Les dégâts matériels causés aux bâtiments scolaires en particulier sont immenses : lors du débordement du fleuve, des salles de classe entières ont été détruites ou remplies de boue, les préaux ont été dévastés et les pupitres et les bancs ont été emportés par les flots.

En tout, 36 écoles doivent être réhabilitées. Parmi elles, 13 établissements seront rasés et reconstruits. La gestion des activités sur place a été confiée à l'organisation partenaire ADF, avec laquelle l'EPER a déjà collaboré au Cachemire dans le cadre d'un projet de reconstruction d'écoles après le fort séisme d'octobre 2005. Ces derniers mois, une équipe formée de neuf ingénieurs du bâtiment a étudié les travaux à effectuer. Ces derniers ont débuté en juin 2011.

Tous les bâtiments sont conçus de manière à mieux résister à d'éventuelles futures catastrophes : inondations, tempêtes ou tremblements de terre. L'ensemble du matériel fourni aux écoles est neuf : meubles, toilettes et réservoirs d'eau. Doté d'un montant de CHF 4,3 millions, ce projet d'importance durera jusqu'à mars 2013.

Actuel



Intégration

Le mentorat de l'EPER primé par la Fondation BCV

Le 7 juin, la Fondation BCV a décerné son prix social au projet Mentorat Emploi Migration (MEM) de l'EPER. D'un montant de CHF 115 000, « ce prix contribuera à donner une impulsion décisive à ce projet pilote lancé en janvier 2010, explique Anne-Claude Gerber, responsable du projet MEM. C'est une belle reconnaissance par le milieu économique d'un projet d'intégration lié à l'emploi. » Le MEM vise à favoriser l'insertion professionnelle de migrants qualifiés en provenance de pays extra-européens établis dans les cantons de Vaud et de Genève. Partant du principe que l'intégration est un processus à double sens, le projet fait appel tant aux migrants qu'à la population locale en créant des duos de personnes dans le même domaine professionnel. A ce jour, le projet a déjà permis la constitution d'une trentaine de duos. Face à une demande importante, une soixantaine de mentors bénévoles de tous milieux professionnels est recherchée.

www.mentoratemploimigration.ch



Photo: Christian Bobst

Bénévolat

Une classe expérimente l'inégalité salariale

Des jeunes de l'école du Cescole à Colombier ont « courbé » les cours pendant une semaine pour effectuer des petits boulots lucratifs dans le but de soutenir un projet de l'EPER. En effectuant différents types de jobs, ils se sont frottés au monde du travail, mais ont aussi expérimenté concrètement l'injustice des salaires, puisque certains ont empoché en deux heures ce que d'autres ont péniblement gagné à quatre en une journée de travail. Ensemble, ils ont récolté CHF 2000 francs qu'ils ont donnés à l'EPER pour soutenir un projet en faveur de petits paysans géorgiens. Bravo pour ce bel élan de solidarité !



Photo: EPER/Olivier Graz

Sensibilisation

Désalpe urbaine: 1 chèvre contre la faim

L'EPER est partie en tournée avec ses chèvres à travers une douzaine de villes suisses en mai et en juin avec sa nouvelle machine interactive. Haute de trois mètres et inspirée des créations de Tinguely, l'installation permet d'interpeller les passants pour leur montrer l'impact que peut avoir un simple don de CHF 30 permettant l'achat d'une chèvre pour une famille de paysans en Colombie.

www.1chevrecontrelafaim.ch

Evénements paroisses

19 août 2011

Course de la solidarité à Prêles (BE)

Organisée par les paroisses du district de La Neuveville pour soutenir les enfants des rues au Honduras (projet EPER).
Halle polyvalente Les Joncs, dès 17h45 pour les enfants, dès 19h00 pour les adultes.

Infos: coursedelasolidarite@gmail.com,
Stéphane Rouèche,
032 315 27 37

16 octobre 2011

Culte « Grandir ensemble » Campagne DM-EPER à 10h00

A la paroisse française réformée de Berne, Predigergasse 3

Contact: egliserefberne@bluewin.ch

6 novembre 2011

Culte « Grandir ensemble » Campagne DM-EPER et Fête Terre Nouvelle

Paroisse de Nyon, région Ouest vaudois

Plus d'infos: www.nyon.eerv.ch